



Jeune et femme : le duo qui doit inspirer la mouvance

N° 418 DU 23 OCTOBRE 2025

L'Emblème

du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

VIE POLITIQUE À GRAND-POPO

Houngpatin et Koumagbéafidé au contact des populations

PAGE 09

POSITIONNEMENTS POUR LES COMMUNALES 2026

PAGE 03

Reconduire ou renouveler ?

CLARIFICATIONS NÉCESSAIRES AU SEIN DU BLOC RÉPUBLICAIN

PAGE 05



L'he Rachidatou Fatolou, la députée du terrain injustement ciblée

SANTÉ PUBLIQUE ET GOUVERNANCE HOSPITALIÈRE

PAGE 08

Le CNHU-HKM se réinvente !



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !



0198904640 / 0144904640

Les résidences

FENOUE

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



PRÉSIDENTIELLE 2026 / UN CHOIX STRATÉGIQUE ET SYMBOLIQUE

Jeune et femme : le duo qui doit inspirer la mouvance



Après avoir porté son choix sur un jeune et une femme pour défendre les couleurs de la mouvance présidentielle à la présidentielle de 2026, le pouvoir en place trace une nouvelle voie politique. Les partis alliés sont désormais appelés à s'inspirer de ce modèle dans leurs positionnements internes afin de garantir une mobilisation large et inclusive sur le terrain.

Le choix du duo présidentiel un jeune et une femme pour représenter la mouvance aux élections de 2026 n'est pas anodin. Il traduit une vision de renouvellement générationnel et de promotion du leadership féminin, deux axes devenus incontournables dans la gouvernance moderne.

Mais au-delà du symbole, ce pari politique impose une cohérence d'ensemble. Les différents partis et mouvements affiliés à la mouvance présidentielle sont invités à respecter ce principe d'équilibre dans leurs positionnements pour les législatives, municipi-

pales et autres scrutins à venir. L'objectif est clair : ratisser large, fédérer toutes les forces et offrir à la jeunesse et aux femmes une place réelle dans les sphères de décision.

Les observateurs saluent cette orientation qui rompt avec les habitudes anciennes, souvent dominées par des calculs d'appareil. En misant sur l'énergie de la jeunesse et la sensibilité des femmes, la mouvance veut montrer qu'elle reste connectée aux attentes profondes de la population.

Ce principe de représentativité équilibrée, s'il est appliqué avec rigueur, pourrait redonner un souffle nouveau à l'engagement politique et renforcer la proximité entre les dirigeants et les citoyens. La présidentielle de 2026 marquera peut-être le tournant d'une ère où l'expérience s'allie enfin à l'innovation, et où la politique s'ouvre à tous les talents du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joël ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

POSITIONNEMENTS POUR LES COMMUNALES 2026

Reconduire ou renouveler ?

Alors que les partis de la mouvance présidentielle peaufinent leurs nouvelles listes pour les élections communales de 2026, la reconduction des conseillers UP le Renouveau et BR élus en 2020 suscite débats et crispations. Entre fidélité à l'expérience et ouverture aux jeunes et aux femmes, la mouvance se trouve face à une équation politique délicate.

Reconduction des conseillers : la tentation de la continuité

Cinq ans après leur élection, plusieurs conseillers issus de l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R) et du Bloc Républicain (BR) espèrent être reconduits sur les listes en préparation. Forts de leur

ancrage local et de leur expérience dans la gestion des affaires communales, ils plaident pour la stabilité et la continuité de l'action. Pour eux, reconduire les élus sortants, c'est préserver les acquis du mandat 2020-2026 et consolider la présence de la mouvance présidentielle dans les communes.

Mais la relève s'impatiente...

Dans les rangs de la jeunesse et des femmes militantes, le ton monte. Beaucoup estiment que « la démocratie locale ne doit pas être une chasse gardée ». Ces nouveaux visages réclament une ouverture des listes afin de permettre un renouvellement générationnel et une

meilleure représentativité. « Nous avons été loyaux, actifs sur le terrain et proches des populations. Il est temps que la mouvance donne aussi une chance aux jeunes et aux femmes », confie une militante de base de l'UP-R.

Un dilemme politique à trancher au sommet

Les états-majors des deux grands partis de la mouvance savent qu'ils jouent gros. Entre récompenser la fidélité des élus sortants et donner du souffle à une nouvelle génération, le choix est cornélien. Une mauvaise gestion des positionnements pourrait créer des frustrations internes, voire des défections silencieuses à la veille des grandes

batailles électorales de 2026.

Trouver la bonne formule

La solution passera sans doute par un équilibre subtil : associer anciens et nouveaux, conjuguer expérience et dynamisme, tout en préservant l'unité de la mouvance. Les chefs de partis, Joseph Djogbénou pour l'UP-R et Abdoulaye Bio Tchané pour le BR, devront trancher avec discernement. Car, au-delà des ambitions individuelles, l'enjeu reste le même : faire gagner la mouvance présidentielle, partout et pour longtemps.

Emeric Joël ALLAGBE

RÉFORMES ET GOUVERNANCE PUBLIQUE

Trois nouvelles figures à la Fonction publique

Le Conseil des ministres de ce mercredi 22 octobre 2025 a procédé à plusieurs nominations au ministère du Travail et de la Fonction publique. Trois personnalités rejoignent l'équipe dirigeante, marquant une nouvelle étape dans la dynamique de modernisation de l'administration publique béninoise.

Réuni en session ordinaire ce mercredi, le gouvernement béninois a adopté d'importantes décisions, parmi lesquelles figurent des nominations au ministère du Travail et de la Fonction publique. Sur proposition du ministre en charge du portefeuille, trois cadres ont été promus à des postes stratégiques.

Ainsi, Monsieur Yémalin Rémi GLODJINON a été nommé Conseiller technique à la Prévoyance sociale, une fonction clé dans la consolidation du système de protection sociale des travailleurs. Dans le même élan, Monsieur Valéry James AMOUSSOU prend désormais la tête de la

Direction départementale du Travail et de la Fonction publique de l'Ouémé, tandis que Madame Espérance G. TCHE-NAH MAMAM est désignée Directrice départementale du Travail et de la Fonction publique de la Donga.

Ces nominations traduisent la

volonté du gouvernement de renforcer les capacités administratives et de garantir une meilleure gouvernance des ressources humaines de l'État à tous les niveaux territoriaux.

Outre ces mesures individuelles, le Conseil a également adopté plusieurs textes à por-

tée normative et structurelle. Parmi eux, la transmission à l'Assemblée nationale de projets de loi relatifs à l'industrie du cinéma, à la réforme du Haut-Commissariat à la prévention de la corruption, ainsi qu'à l'organisation du financement de l'Enseignement technique et professionnel.

Le gouvernement a aussi validé des projets d'infrastructures et d'indemnisation des populations affectées par les travaux routiers, notamment sur l'axe Banikoara-Kérékou-Frontière du Burkina Faso, confirmant son engagement en faveur du développement équilibré du territoire.

Ces décisions du 22 octobre 2025 témoignent une fois encore de la détermination du Président de la République et de son équipe à moderniser l'État, renforcer la transparence et améliorer les conditions de travail des agents publics.

James Meryl ALLAGBE





ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

CLARIFICATIONS NÉCESSAIRES AU SEIN DU BLOC RÉPUBLICAIN

L'he Rachidatou Fatolou, la députée du terrain injustement ciblée

Alors que les débats s'enflamment à l'approche du dépôt des candidatures pour les législatives, une campagne de désinformation tente de fragiliser la députée Rachidatou FATOLOU dans la 21e circonscription électorale. En réalité, derrière ces attaques se cache une guerre de positionnement orchestrée par un camarade bien connu du Bloc Républicain, plus préoccupé par ses ambitions personnelles que par l'unité du parti.

À Sakété, si certains veulent semer le doute autour de la députée Rachidatou FATOLOU, la population, elle, sait reconnaître le travail bien fait. Depuis son entrée à l'Assemblée nationale en 2023, la parlementaire n'a jamais rompu le lien avec sa base. Son engagement constant, ses visites régulières sur le terrain et ses multiples actions sociales dans les communes de Sakété, Ifangni et Adja-Ouèrè témoignent de sa proximité avec les populations et de sa fidélité à l'idéal du Bloc Républicain.

Au-delà de ses fonctions parlementaires, Rachidatou FATOLOU a soutenu de nombreux jeunes porteurs de projets, accompagné les groupements de femmes, et facilité l'accès à diverses opportunités gouvernementales dans sa circonscription. Ces efforts concrets, visibles et mesurables, contrastent avec les accusations sans fondement qui circulent dans certains milieux politiques locaux.

Ce qu'on observe aujourd'hui, c'est une tentative de déstabilisation interne, motivée non pas par le souci du parti, mais par des ambitions personnelles mal dissimulées. Le principal instigateur, pourtant camarade du BR, n'a jamais montré une réelle volonté de collaborer avec cette femme de fer, respectée pour sa rigueur, son sens du devoir et sa proximité avec la base. Son objectif semble clair : affaiblir une voix forte pour mieux s'imposer dans la course à l'investiture.

Or, les militants du BR, dans leur

grande majorité, restent lucides. Ils savent que le développement d'un parti politique ne repose pas sur des querelles intestines, mais sur la cohésion, la loyauté et les résultats sur le terrain. Et sur ces trois points, Rachidatou FATOLOU fait figure d'exemple.

Dans un contexte où le Bloc Républicain se prépare pour les prochaines joutes électorales, il serait regrettable que certains fassent passer leurs calculs personnels avant l'intérêt collectif. Les militants de Sakété et des communes voisines en appellent à l'unité, à la sérénité et

au respect des efforts consentis par cette femme engagée qui ne ménage aucun effort pour faire briller le BR dans la 21e circonscription électorale.

Rachidatou FATOLOU, loin des polémiques, continue de s'investir pour le bien-être des populations et pour la victoire du parti. Une femme de terrain, une élue de proximité, une voix qu'on ne fera pas taire par des manœuvres politiciennes.

Emeric Joël ALLAGBE



Les résidences FENOOU



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

FEMMES D'INFLUENCE AU BÉNIN

Ramatou Baba Moussa, la pionnière indomptable

Première femme députée de la première législature du Bénin démocratique, ministre engagée pour la cause féminine, actrice de la société civile et modèle d'audace politique, Ramatou Baba Moussa demeure une figure emblématique du leadership féminin. À travers son parcours, c'est toute l'histoire de la lutte des femmes béninoises pour la représentation et l'égalité qui se raconte.

Le 1er avril 1991, le Bénin installe sa première Assemblée nationale issue de la Conférence des Forces Vives. Sur 64 députés, seules trois sont des femmes. Parmi elles, Ramatou Baba Moussa, une voix forte, courageuse et visionnaire. Éluë 2e questeur du bureau de l'Assemblée nationale, elle marque l'histoire politique d'un pays où la représentation féminine ne dépassait pas alors les 10 %. Son élection, au-delà d'un symbole, fut un acte fondateur pour l'émancipation politique des femmes béninoises.

Avant d'embrasser la vie parlementaire, Ramatou Baba Moussa s'était déjà distinguée dans la société civile. Elle fonda l'ONG FADES-ABORI, dédiée à la promotion de l'autonomie économique des femmes rurales, et prit la tête du Mouvement des Femmes de la Coalition des Forces Démocratiques. À travers des programmes de microcrédit, d'alphabétisation et de formation communautaire, elle fit de l'inclusion féminine une réalité palpable dans les milieux défavorisés.

En 1998, le général Mathieu Kérékou la nomme ministre de la Protection sociale et de la Condition féminine, un poste qu'elle occupe avec conviction avant de voir son portefeuille élargi, en 1999, à la Famille. À ce poste, elle initie des crèches communautaires, soutient les mères isolées, facilite l'accès aux soins prénatals et consolide les politiques de protection des femmes et des enfants. Son action, centrée sur la dignité et la solidarité, a profondément marqué la politique sociale du Bénin.

En 2001, son nom est mêlé à l'affaire



du cargo nigérian MV Etireno, soupçonné de transporter des enfants victimes de traite. Ramatou Baba Moussa, alors ministre, agit avec rigueur et transparence. Après enquête, elle prouve qu'aucun enfant n'était à bord. Ce geste de clarté et de courage renforce sa crédibilité et attire l'attention sur le fléau du trafic d'enfants, ouvrant la voie à une coopération régionale accrue contre ce phénomène.

Toujours fidèle à son engagement, elle revient à l'Assemblée nationale en 2005 comme suppléante d'un député décédé. Ce retour inattendu illustre la confiance que lui témoigne la classe politique et sa détermination inébranlable à servir la nation.

Tout au long de sa carrière, Ramatou Baba Moussa a combattu les préjugés, dénoncé les inégalités de genre et plaidé pour une meilleure représentation des femmes dans les instances de décision. Son parcours

illustre le courage des pionnières qui ont ouvert la voie, souvent dans un environnement politique dominé par les hommes.

Malgré les avancées notamment la réforme électorale de 2019 qui garantit désormais 24 sièges aux femmes sur 109 à l'Assemblée nationale, la parité reste un chantier inachevé. Mais les traces laissées par Ramatou Baba Moussa rappellent que chaque pas compte, chaque voix féminine conquise est une victoire sur le silence.

Aujourd'hui encore, elle inspire des générations de femmes à oser. Son message demeure clair :

« L'égalité ne se demande pas, elle se construit par l'action et la détermination. »

Youssef AVOCEGAMOU

SANTÉ PUBLIQUE ET GOUVERNANCE HOSPITALIÈRE

Le CNHU-HKM se réinvente !

Une nouvelle ère s'ouvre au Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga (CNHU-HKM). La mise en place officielle de son nouveau conseil d'administration marque un tournant décisif dans la gouvernance de l'un des plus grands hôpitaux du Bénin, symbole d'excellence médicale et de service public.

Le Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga (CNHU-HKM) vient de franchir une étape importante de son histoire avec l'installation officielle des membres de son nouveau conseil d'administration. La cérémonie, sobre mais symbolique, consacre la volonté du gouvernement béninois de renforcer la gouvernance et la performance des structures

sanitaires de référence.

Composé de personnalités issues de divers horizons, ce nouveau conseil aura pour mission principale d'orienter la stratégie du CNHU-HKM vers plus d'efficacité, de transparence et de qualité des soins. L'objectif est clair : faire du plus grand hôpital du pays un modèle de gestion moderne, centré sur le patient et ouvert à l'innovation.

Lors de la cérémonie d'installation, les autorités présentes ont salué la vision du gouvernement qui, à travers cette réforme, entend redonner au CNHU-HKM toute sa place dans le dispositif sanitaire national et sous-régional. Le président du conseil nouvellement installé a exprimé son engagement à œuvrer pour la modernisation

continue de l'institution, en mettant un accent particulier sur la gouvernance hospitalière, la formation du personnel et la satisfaction des usagers.

Pour rappel, le CNHU-HKM demeure un pilier essentiel du système de santé béninois, accueillant chaque année des milliers de patients venus de

tout le pays et de la sous-région. Avec ce nouveau conseil d'administration, c'est une page qui se tourne — celle d'une gouvernance repensée, au service de l'excellence et de l'humain.

Emeric Joël ALLAGBE



BIODIVERSITÉ MONDIALE / UNE ESPÈCE EN PÉRIL

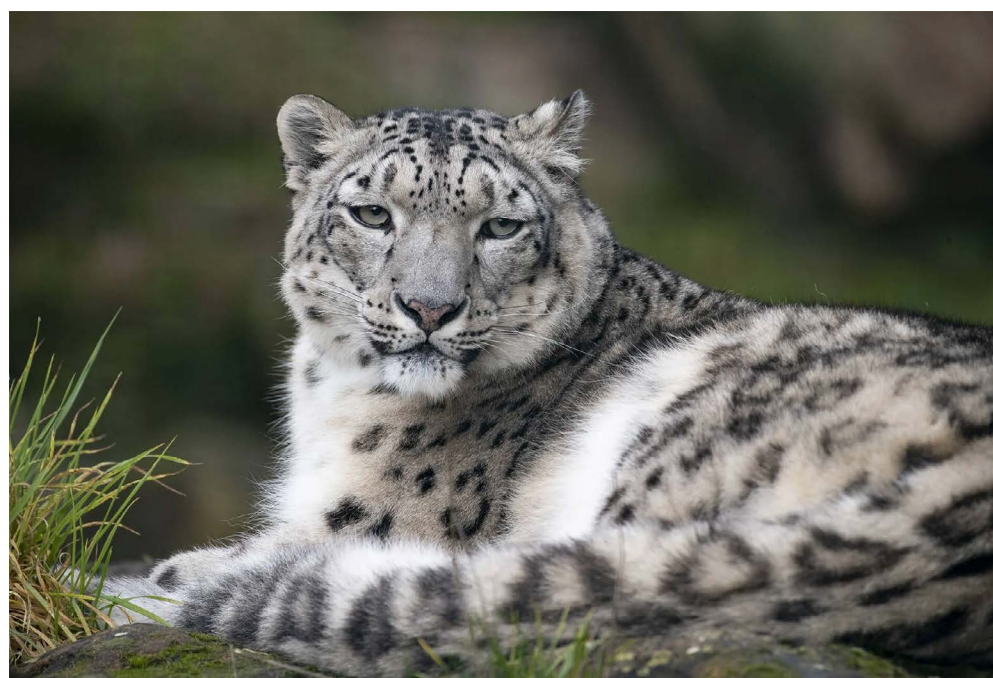
Sauver le fantôme des montagnes

Chaque 23 octobre, le monde se mobilise pour célébrer la Journée internationale du léopard des neiges. Derrière cette journée symbolique, un appel pressant à protéger un félin mythique, discret et essentiel à l'équilibre écologique des hautes montagnes d'Asie centrale, aujourd'hui menacé d'extinction.

Surnommé le fantôme des montagnes, le léopard des neiges (*Panthera uncia*) demeure l'un des félins les plus mystérieux du monde animal. Évoluant à plus de 3 000 mètres d'altitude dans les massifs glacés d'Asie centrale, il est le gardien silencieux de ces écosystèmes fragiles. Pourtant, malgré son rôle écologique crucial, ce prédateur majestueux fait face à des menaces grandissantes.

Classé comme espèce vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le léopard des neiges voit son habitat se réduire à cause du réchauffement climatique, de la déforestation et du développement

humain. Le braconnage et les conflits avec les éleveurs, qui perdent parfois leur bétail, aggravent sa situation.



Pour inverser cette tendance, la communauté internationale a instauré en 2014 la Journée mondiale du léopard des neiges, à l'initiative des douze pays qui abritent encore cette espèce, dont la Chine, l'Inde, le Népal, la Mongolie et la Russie. Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme mondial

pour la conservation du léopard des neiges, lancé en 2013 à Bichkek, au Kirghizistan.

L'objectif de cette journée est

clair : sensibiliser et agir. Gouvernements, ONG et scientifiques unissent leurs efforts pour renforcer la protection du félin. Des patrouilles anti-braconnage sont formées, des caméras-pièges installées, et des mécanismes de compensation financière mis en place pour les éleveurs victimes d'attaques.

Parallèlement, des campagnes d'éducation et des documentaires permettent d'éveiller les consciences sur l'importance de la cohabitation entre l'homme et la nature.

Selon les estimations, il ne resterait que 4 000 à 6 500 léopards des neiges dans le monde, répartis sur une superficie d'environ 1,8 million de km². La Chine abrite à elle seule près de 60 % de la population mondiale, ce qui en fait un acteur incontournable de la lutte pour la survie du félin.

Chaque année, le 23 octobre, des conférences, expositions et événements culturels célèbrent cette icône de la faune asiatique. Au-delà de la symbolique, cette journée est un rappel universel : protéger le léopard des neiges, c'est préserver un équilibre naturel fragile dont dépend aussi l'avenir des communautés montagnardes.

Youssef AVOCEGAMOU

VIE POLITIQUE À GRAND-POPO

Houngpatin et Koumagbéafidé au contact des populations

Du 21 au 22 octobre 2025, le premier adjoint au maire Raymond Houngpatin et le député Reginal Koumagbéafidé ont sillonné les villages de l'arrondissement central de Grand-Popo. Objectif : rendre compte des actions menées, partager la vision du développement portée par l'Union Progressiste le Renouveau et renforcer la cohésion autour des échéances électorales à venir.

La commune de Grand-Popo a vibré, les 21 et 22 octobre derniers, au rythme d'une tournée de reddition de compte initiée par le premier adjoint au maire, Raymond Houngpatin, et l'honorable Reginal Koumagbéafidé. Accompagnés des figures majeures du parti Union Progressiste le Renouveau (UP-R), les deux responsables ont parcouru l'ensemble des localités de l'arrondissement central pour échanger directement avec les populations.

Cette démarche de proximité visait à présenter le bilan des actions menées, tant au niveau de la mairie que de l'Assemblée nationale, et à expliquer les politiques publiques engagées sous l'impulsion du Chef de l'État. Dans une atmosphère empreinte de franchise, les orateurs ont développé, exemples à l'appui, les grandes orientations de la gouvernance actuelle et réaffirmé leur engagement à œuvrer pour un

développement harmonieux de la commune.

Raymond Houngpatin et Reginal Koumagbéafidé ont, par ailleurs, exhorté les populations à rester vigilantes face aux discours de division et à maintenir leur confiance dans l'UP-R. Ils ont insisté sur la nécessité d'unir les forces pour assurer la victoire du parti lors des élections communales et locales de 2026, tout en soutenant le duo Wadagni-Talata pour la présidentielle de la même année. « Seule la continuité des réformes structurelles garantit un Bénin plus équitable et prospère », ont-ils souligné.

Point d'orgue de cette tournée, une nouvelle paillote a été inaugurée dans le village de Houndjohoundji, symbole de convivialité et de développement local. L'événement, marqué par des moments festifs, a renforcé les liens entre élus, militants et populations de la cité des Xwla.

Dans une ambiance chaleureuse, les deux hommes ont appelé à « maintenir le cap pour le triomphe de Grand-Popo et du Bénin ». Une tournée placée sous le signe de la proximité, de la reddition de compte et de la mobilisation citoyenne.

Fernandez SOWANOU



SOCIÉTÉ / RENTRÉE SCOLAIRE 2025

Le fardeau caché des frais de scolarité

Entre fournitures, uniformes et contributions diverses, les frais de scolarité pèsent de plus en plus lourd sur le budget des familles béninoises. Un poids économique et psychologique qui creuse les inégalités sociales et fragilise la réussite éducative des enfants.

Chaque rentrée scolaire ravive la même angoisse : celle des frais de scolarité. Derrière les sourires des enfants retrouvant le chemin des classes, se cachent des parents à bout de souffle. Pour beaucoup, inscrire leurs enfants à l'école relève désormais d'un véritable parcours du combattant.

Les tranches de frais imposées dans les établissements publics et privés, ajoutées au coût des fournitures, des uniformes et du matériel spécifique, deviennent un fardeau insoutenable pour nombre de familles. Dans certaines filières techniques ou professionnelles, les dépenses explosent, obligeant les ménages les plus modestes à faire des choix douloureux : scolariser un enfant plutôt qu'un autre, ou renoncer à certaines formations pourtant plus valorisées.

Malgré les aides ponctuelles et les bourses destinées aux

élèves issus de milieux défavorisés, le déséquilibre demeure. Les familles pauvres sont les plus affectées, contraintes de sacrifier d'autres besoins essentiels alimentation, santé ou loisirs pour permettre à leurs enfants d'apprendre. Certaines doivent même recourir à des prêts bancaires pour tenir la rentrée, aggravant leur endettement.

Ce stress financier ne reste pas sans conséquence. Il se répercute sur le climat familial, sur la motivation des enfants et parfois sur leurs résultats scolaires. L'école, censée être un levier d'égalité et d'espoir, devient

paradoxalement une source de tension et de découragement.

Pour atténuer ce fardeau, des experts recommandent un meilleur accompagnement des familles, une transparence accrue dans la fixation des frais et une politique d'aide scolaire plus ciblée. Mais au-delà des mesures financières, le soutien affectif et le dialogue au sein du foyer demeurent essentiels pour maintenir la flamme de l'éducation.

Youssef AVOCEGAMOU

MODERNISATION DE L'ÉTAT BÉNINOIS

La Cité ministérielle, symbole d'une nouvelle ère !

Après plusieurs années de conception et de travaux, la Cité ministérielle de Cotonou est désormais opérationnelle. Ce joyau architectural, qui rassemble les ministères en un seul site, incarne la vision d'un État moderne, efficace et proche de ses citoyens.

C'est une révolution silencieuse mais profonde qui s'opère au cœur de l'administration béninoise. La Cité ministérielle de Cotonou, tant attendue, est désormais

fonctionnelle. Ce complexe moderne regroupe les sièges de plus d'une vingtaine de ministères, autrefois dispersés à travers la ville, dans un espace unique, harmonieux et interconnecté.

Fruit d'une ambition gouvernementale claire celle de rationaliser la gestion publique et de rapprocher l'administration des usagers, cette infrastructure marque un tournant historique. Fini les déplacements interminables entre bâtiments éloignés

: la coordination des politiques publiques se fait désormais plus fluide, la communication entre ministères plus directe, et le service rendu au citoyen, plus rapide.

Au-delà de son architecture futuriste et de ses équipements ultramodernes, la Cité ministérielle illustre la transformation structurelle de la gouvernance béninoise sous le signe de l'efficacité et de la transparence. Elle est aussi un symbole de la nouvelle dynamique

du pays : celle d'un Bénin tourné vers la performance, l'innovation et la bonne gouvernance.

Pour les agents de l'État comme pour les citoyens, ce regroupement administratif ouvre une nouvelle page. C'est désormais à la Cité ministérielle que se bâtit, chaque jour, l'action publique d'un Bénin résolument engagé sur la voie du progrès.

Emeric Joël ALLAGBE



RECONNAISSANCE DU TRAVAIL INVISIBLE

Femmes ménagères : la richesse cachée du Bénin

Longtemps relégué au second plan, le travail domestique non rémunéré des femmes béninoises constitue pourtant le socle du fonctionnement des familles et un pilier silencieux de l'économie nationale. Entre invisibilité statistique et absence de reconnaissance sociale, la question s'impose désormais dans le débat public : comment valoriser ces millions d'heures de travail qui soutiennent la nation entière ?

Le travail domestique, assuré en grande majorité par les femmes, demeure au cœur de la vie économique et sociale du Bénin. Pourtant, il reste largement ignoré et non rémunéré. Préparer les repas, nettoyer la maison, s'occuper des enfants et des personnes âgées : ces activités quotidiennes, bien qu'essentielles, échappent aux ra-

dars de la comptabilité nationale.

Selon des ateliers récents organisés à Cotonou, ce travail invisible représente un apport considérable à l'économie béninoise. Les femmes qui prennent en charge ces tâches permettent à d'autres d'exercer des emplois rémunérés et aux enfants de suivre une scolarité stable. Une contribution silencieuse, mais indispensable au bon fonctionnement de la société.

Pourtant, cette charge repose de manière écrasante sur les épaules féminines. À Cotonou comme dans les autres grandes villes, les femmes actives doivent concilier obligations professionnelles et familiales, souvent sans accès à des services ménagers abordables ni équipements adaptés. Ce double fardeau freine leur épanouisse-

ment professionnel et leur accès à des postes mieux rémunérés.

Face à ce constat, plusieurs initiatives visent à sortir ce travail de l'ombre. Le projet Counting Women's Work (CWW), par exemple, milite pour que la valeur du travail domestique soit reconnue et intégrée dans les politiques publiques.

Lors d'une récente rencontre parlementaire, le premier secrétaire de l'Assemblée nationale, Mahougnon Kakpo, représentant le président du Parlement, a rappelé les limites du produit intérieur brut (PIB), qui « n'intègre pas le travail domestique non rémunéré ni les soins qui l'accompagnent ». Pour lui, « reconnaître et protéger ce travail, c'est rétablir une forme de justice économique et sociale ».

Il a appelé à bâtir une économie béninoise plus équitable, fondée sur l'équité intergénérationnelle, où chaque contribution qu'elle soit marchande ou non trouve sa place et sa valeur.

Selon les estimations du Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), près de 38 % du revenu total du travail au Bénin proviendrait du travail domestique non rémunéré. Une richesse invisible qui mérite désormais d'être comptabilisée, valorisée et protégée, pour que celles qui la portent cessent enfin d'être les grandes oubliées de la croissance.

Youssef AVOCEGAMOU

ÉCONOMIE BÉNINOISE : UNE RECONNAISSANCE MONDIALE

S&P salue la performance du Bénin

L'agence américaine S&P Global Ratings a confirmé, le 17 octobre 2025, la note souveraine du Bénin à BB-/B avec une perspective positive. Une reconnaissance qui consacre la rigueur budgétaire, la stabilité politique et la vision économique ambitieuse du pays à l'horizon 2060.

Le Bénin continue d'imposer le respect sur la scène économique internationale. L'agence de notation S&P Global Ratings a confirmé, le 17 octobre 2025, la note souveraine du Bénin à BB-/B, assortie

d'une perspective positive.

Cette décision témoigne de la solidité des réformes économiques et budgétaires entreprises depuis plusieurs années sous l'impulsion du gouvernement. Elle vient également saluer la stabilité macroéconomique, la bonne gouvernance financière et la vision claire de développement inscrite dans la Vision Bénin 2060.

Selon S&P, le pays affiche une croissance projetée à 6,1 % entre 2025 et 2028, portée par la diversification de son écono-

mie et par un climat d'affaires attractif pour les investisseurs.

Au cœur de cette dynamique, la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) se positionne comme un acteur clé de la transformation économique du Bénin. À travers la création d'emplois, l'attraction d'investisseurs internationaux et la promotion du "Made in Benin", la GDIZ incarne la réussite du modèle béninois de développement durable et inclusif.

Le Bénin avance avec confiance, et la GDIZ est fière d'y contribuer pleinement.



AFFAIRE FONCIÈRE SOUS HAUTE TENSION

Edgard Guidibi dans la tourmente

L'homme d'affaires et ancien conseiller du président Boni Yayi, Edgar Guidibi, a été interpellé et placé en garde à vue à la Brigade criminelle. En cause : une transaction foncière jugée suspecte, selon des sources proches de l'enquête.

Selon des informations rapportées par le média Le Potentiel, le pasteur et homme d'affaires Edgar Guidibi a été placé en garde à vue à la Brigade criminelle. Cette mesure serait liée à une transaction foncière aux contours jugés flous, dans la-

quelle son nom aurait été cité.

Toujours selon la même source, le dossier est en cours d'instruction, et Edgar Guidibi devrait être présenté devant le Procureur spécial près la Cour spéciale des affaires foncières (Csaf) dans les prochains jours pour y être entendu.

Ce n'est pas la première fois que le nom de l'ancien conseiller du président Boni Yayi apparaît dans une affaire judiciaire. En 2020, il avait déjà connu des ennuis similaires, après avoir été

cité dans une affaire d'escroquerie.

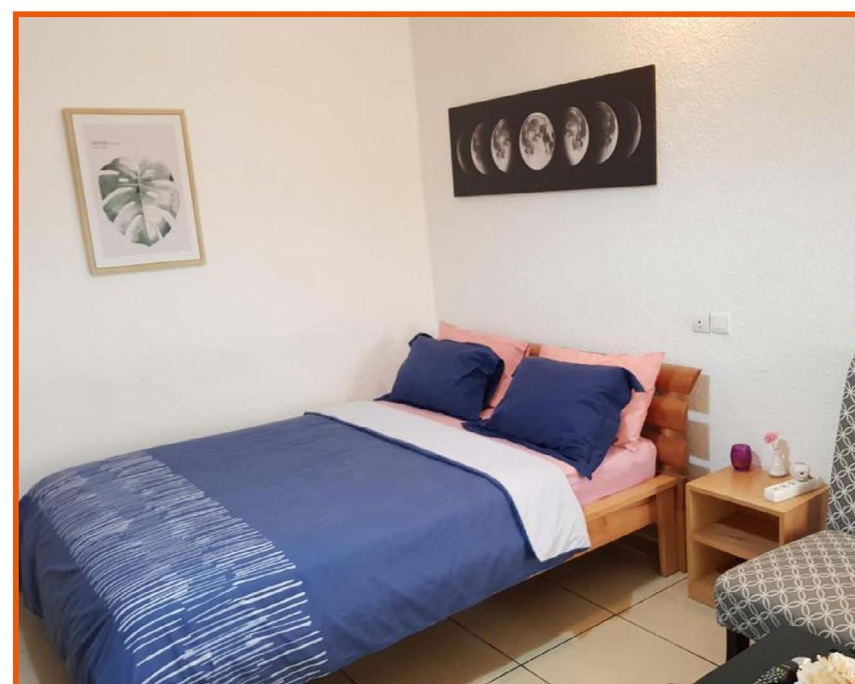
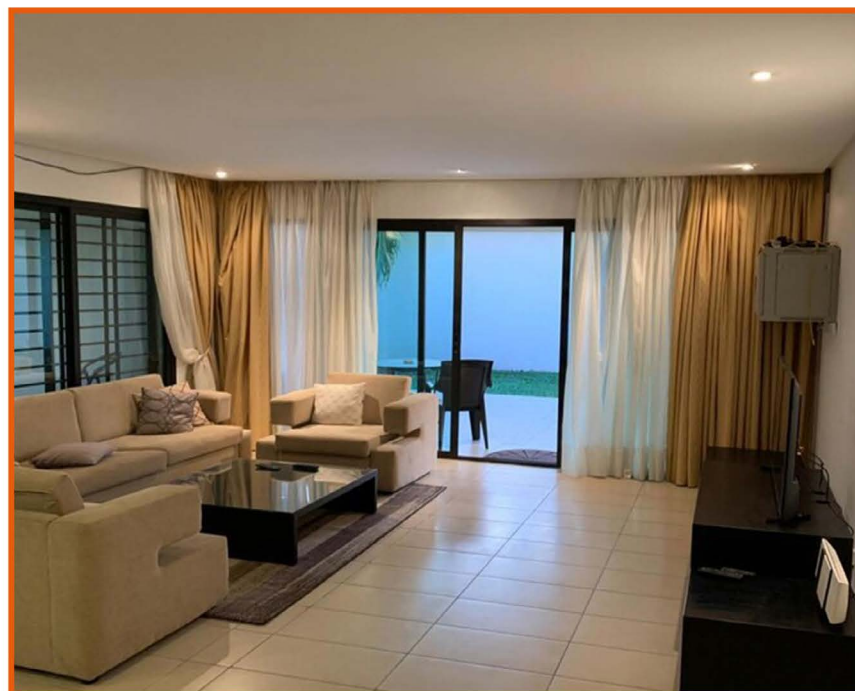
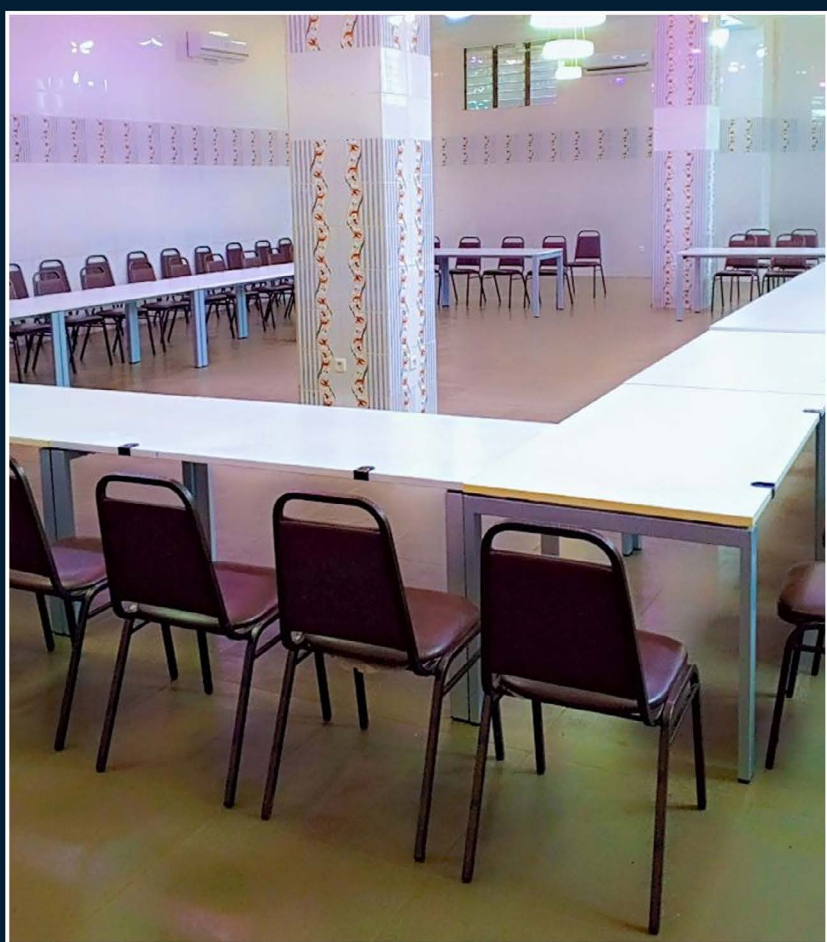
Pour l'heure, aucune déclaration officielle n'a encore été faite par les autorités judiciaires ni par les proches de M. Guidibi. L'opinion publique reste donc suspendue à l'évolution de cette nouvelle affaire qui vient une fois encore jeter une ombre sur le parcours d'un homme aux multiples casquettes : religieux, homme d'affaires et ancien proche du pouvoir.

Youssef AVOCEGAMOU



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707